

REUNION PUBLIQUE
JEUDI 17 DECEMBRE à 19H30
SALLE DUMONT avenue Gallieni
(dans le parc Dumont, près de la gare RER)

**INTERDICTION
DES LICENCIEMENTS !**

Depuis plus d'un an, le Parti Ouvrier Indépendant Combat pour l'unité pour une marche sur Paris, Pour l'interdiction des licenciements.

Trois conférences nationales se sont réunies, dont la dernière à Puteaux a décidé d'appeler à un rassemblement national le 28 novembre, devant l'Assemblée Nationale.

Le 28, nous étions un millier de travailleurs, Représentants 240 groupements d'entreprises

du privé. De nombreux militants syndicalistes CGT, FO, des militants et élus du PCF, du PS, du POI, du NPA,...rassemblés Aucun des groupes parlementaires du PCF et du PS n'a voulu recevoir de délégation !

Depuis un an, 800 000 emplois industriels ont été détruits. Il y a 7 millions de chômeurs !

Et pour les patrons licencieurs ? 420 milliards d'euros de fonds publics leur ont été versés !

Ainsi, le groupe PSA a reçu des milliards de l'Etat et vient d'annoncer 6 000 nouvelles suppressions d'emplois !

En ce moment, le gouvernement réunit les « Etats généraux de l'industrie » dans lequel il invite tous les syndicats ouvriers et partis de gauche à discuter dans le but d'aboutir à « un nouveau pacte économique et social. »

Le rassemblement du 28 novembre a décidé de s'adresser aux élus et représentants des partis de gauche et des syndicats pour leur dire : le préalable à toute discussion, c'est la garantie du maintien de tous les emplois et l'arrêt des licenciements. »

Nous appelons dans tout le pays à construire des comités pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements.

**NON A LA REFORME TERRITORIALE ! NON A LA
SUPPRESSION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE !**

17 conseillers municipaux PCF et PS, dont le Maire, G. SEGURA ont signé un appel en ce sens, comme 4 000 élus de notre pays.

Pour satisfaire aux exigences de l'Union européenne, le Président SARKOZY a fait rédiger par la commission Mauroy-Balladur cette réforme qui ferait disparaître les départements et exige que d'ici 2014, toutes les communes soient en intercommunalités. Comme Sarkozy l'a déclaré, il faut qu'après l'Etat, les collectivités territoriales à leur tour suppriment des milliers de postes en faisant des économies d'échelle.

Pour le POI, il faut défendre les conquêtes de la Révolution française, les communes, les départements, qui sont la garantie de l'égalité républicaine.

Nous savons que les initiatives autour du maire de Tremblay, comme autour de notre Maire, se multiplient.

Il faut défendre les syndicats intercommunaux, librement consentis et refuser l'intercommunalité qui est un moyen de supprimer des postes d'employés communaux et d'externaliser, de privatiser les services.

REJOIGNEZ LE PARTI OUVRIER INDEPENDANT !

